DÉCISION DU COMITÉ DE RÉVISION

Commission des services juridiques

NOTRE DOSSIER :	10-0850
CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE :	
BUREAU D'AIDE JURIDIQUE :	
DOSSIER(S) DE CE BUREAU :	Q1034762-01 – RN00-00403
DATE :	13 JANVIER 2011

[1] Le demandeur demande la révision d'une décision du directeur général qui lui a refusé l'aide juridique en vertu de l'article 64 et du paragraphe a) du 1^{er} alinéa de l'article 70 de la *Loi sur l'aide juridique* parce qu'il a négligé de fournir les documents ou renseignements requis pour l'étude de sa demande.

[2] Le demandeur a demandé l'aide juridique le 1^{er} septembre 2010 afin d'être représenté en matière carcérale.

[3] L'avis de refus d'aide juridique a été prononcé le 19 octobre 2010 avec effet rétroactif au 1^{er} septembre 2010. La demande de révision a été reçue en temps opportun.

[4] Le Comité a entendu les explications de la procureure du demandeur lors d'une audience tenue par voie de conférence téléphonique le 13 janvier 2011.

[5] La preuve au dossier révèle que le demandeur désire obtenir les services d'un avocat en matière carcérale. Il a déclaré à l'aide juridique avoir une conjointe depuis plus d'un an mais a omis de fournir les preuves de la situation financière de cette dernière.

[6] Au soutien de la demande de révision, la procureure du demandeur allègue que la conjointe du demandeur refuse de donner tout renseignement mais déclare être prestataire de la sécurité du revenu. La procureure ajoute qu'elle a dû représenter le demandeur en urgence et qu'elle le croyait admissible puisqu'il déclarait être prestataire de la sécurité du revenu.

[7] **CONSIDÉRANT** que l'article 70 a) de la *Loi sur l'aide juridique* prévoit que l'aide juridique peut être refusée ou retirée, selon le cas, à toute personne qui, sans raison suffisante refuse ou néglige de fournir les renseignements ou documents requis pour l'étude de sa demande;

[8] **CONSIDÉRANT** que, lorsqu'il existe une raison suffisante pour avoir refusé ou négligé de fournir les renseignements ou documents requis pour l'étude de sa demande, le dossier peut être complété en tout temps;

[9] **CONSIDÉRANT** que le demandeur n'a pu fournir une raison suffisante pour excuser son défaut;

PAR CES MOTIFS, le Comité rejette la demande de révision et confirme la décision du directeur général.

M^e PIERRE-PAUL BOUCHER

M^e MANON CROTEAU

M^e JOSÉE FERRARI